

Les effets de l'eupéanisation dans le domaine social - Entre influence européenne et usages nationaux

Sophie Jacquot

► **To cite this version:**

Sophie Jacquot. Les effets de l'eupéanisation dans le domaine social - Entre influence européenne et usages nationaux. Politique européenne, l'Harmattan, 2013, pp.9 - 21. hal-02186516

HAL Id: hal-02186516

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-02186516>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les effets de l'eupéanisation dans le domaine social. Entre influence européenne et usages nationaux.

A paraître dans *Politique européenne*, n° 40, 2013, p. 8-21

Sophie Jacquot
Chercheuse Marie Curie
UCLouvain, ISPOLE¹

À la croisée de plusieurs champs de recherche au sein des études européennes, l'objectif de ce numéro de *Politique européenne* est de poursuivre la réflexion sur les interactions entre l'intégration européenne et les transformations des politiques publiques nationales ainsi que sur les outils analytiques permettant de saisir au mieux ces interactions, tout en prenant appui sur les politiques sociales et les réformes récentes dans ce domaine afin d'illustrer ces interrogations. Il s'agit en effet de faire le pari que le social constitue un laboratoire, ou tout au moins un miroir grossissant, des évolutions de la gouvernance européenne et, par ricochet, qu'il permet d'éclairer les modes d'influence de l'Union européenne sur le niveau national.

Dans cette perspective, ce numéro spécial s'inscrit dans la continuité de plusieurs numéros déjà publiés par la revue : chronologiquement le numéro, paru en 2000, sur « Construction européenne et politiques sociales », celui sur « Les approches sociologiques de l'intégration européenne » en 2008, et celui sur « Les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'asile » en 2010. Son ambition est double. Tout d'abord contribuer à fonder empiriquement la réflexion sur les interactions entre influence européenne et usages nationaux grâce à un ensemble d'articles s'appuyant sur des cas d'étude fouillés et envisagés comme complémentaires afin d'explorer les mécanismes à l'œuvre. Ensuite, proposer quelques pistes analytiques nouvelles relatives à la dimension proprement politique de ces usages.

1. Les politiques sociales et leur eupéanisation comme laboratoire. De l'eupéanisation des politiques sociales à leurs effets nationaux

Il y a plus de dix ans, le numéro 2 de *Politique européenne* commençait ainsi : « les travaux actuels portant sur les réformes de la protection sociale tendent à mettre au second plan la dimension européenne (...). Les auteurs réunis ici partagent la même insatisfaction par rapport à cette situation » (Hassenteufel et Palier, 2000: 5). En effet, jusqu'au début des années 2000, la littérature en *social policy analysis* a considéré que le rôle de l'Union européenne était marginal, voire négligeable, dans la compréhension et l'explication des réformes nationales et de la crise de l'État-providence (Esping-Andersen, 1996; Ferrera et Rhodes, 2000; Mishra, 1999; Pierson, 1998, 2001; Scharpf et Schmidt, 2000; Swank, 2002). La plupart des auteur.e.s préféraient en effet mettre en avant le rôle de facteurs de changement internationaux (mondialisation, contexte économique international) ou structurels (passage à une économie de services, entrée massive des femmes sur le marché du travail, vieillissement démographique, évolution des structures familiales).

Partageant l'insatisfaction exprimée dans le numéro spécial dirigé par Patrick Hassenteufel et Bruno Palier en 2000, un certain nombre de travaux ont, depuis lors, souligné à quel point l'Union européenne constitue une variable importante à prendre en compte si l'on souhaite

¹ Je tiens à remercier Claire Dupuy pour sa lecture attentive et ses conseils avisés sur une première version de ce texte, ainsi que les évaluateurs de *Politique européenne* et son directeur, Antoine Mégie, pour leur soutien tout au long de la réalisation de ce numéro.

comprendre les changements au niveau national, y compris dans le domaine social dans lequel le principe de subsidiarité reste central, les compétences de l'Union sont fragmentaires et où les réformes menées sont fortement structurées par les institutions politiques domestiques (Ferrera, 2005; Graziano, Jacquot, et Palier, 2011b; Graziano, Jacquot, et Palier, 2011a; Heidenreich et Zeitlin, 2009; Kvist et Saari, 2007; Lombardo et Forest, 2012; Zeitlin et Pochet, 2005). Cette nouvelle vague de travaux a permis de répondre de façon positive à la question « *Does Europe matter?* » (Palier, 2000).

Cette évolution analytique de la littérature sur l'Union européenne et l'Etat-providence a accompagné les transformations même de « l'Europe sociale », et de ses modes d'action qui ont, justement, pris une nouvelle ampleur à partir du début des années 2000 (Cram, 2009; Hantrais, 2007). Les politiques sociales, au sens large, et plus seulement dans une acception restreinte spécifique au niveau communautaire – santé et sécurité au travail, égalité de traitement entre les femmes et les hommes, coordination des régimes de sécurité sociale, formation professionnelle, redistribution régionale, politique agricole commune (Leibfried et Pierson, 1995b; Majone, 1996) – ont depuis plus de dix ans été un domaine d'attention mis au cœur du projet européen. Objet de volontarisme politique au début de la décennie, de mise en scène d'une identité et d'une spécificité européenne dans les traités, mais aussi objet de critiques, de stigmatisation de l'échec d'une méthode d'intégration liée à la « nouvelle gouvernance » avec la Stratégie de Lisbonne et la méthode ouverte de coordination, aujourd'hui avec la Stratégie Europe 2020, absorbée par les mécanismes de la « nouvelle gouvernance économique » de l'Union européenne.

Prenant en compte ces transformations, la littérature la plus récente a souligné le rôle fondamental de l'Union dans le cadrage et l'orientation des réformes nationales, mettant en avant son impact sur la transformation des systèmes nationaux d'Etat-providence. Cependant, tant la nature que les moyens et les canaux de cette influence restent peu précis, peu analysés. Si la question centrale n'est plus de savoir si l'Europe joue ou non un rôle dans les processus de changement nationaux, elle devient alors de savoir *comment* elle exerce son influence (Graziano, Jacquot, et Palier, 2011b; Graziano, Jacquot, et Palier, 2011a; Jacquot, 2008; voir aussi Graziano, Jacquot et Palier dans ce numéro). L'objectif de ce numéro spécial consiste donc à se pencher de façon plus précise sur les mécanismes à travers lesquels l'Union européenne joue un rôle dans les phénomènes de changement des politiques sociales aujourd'hui.

2. Le choix d'une approche analytique. La dimension politique des usages de l'Europe

Le positionnement analytique retenu dans le cadre de ce numéro spécial se situe au croisement de la littérature sur l'eupéanisation des politiques publiques et de la littérature sur l'Etat-providence. Un certain nombre de travaux sur l'eupéanisation mettent les acteurs et leur travail politique au centre de l'analyse. Les acteurs nationaux sont en effet des filtres et des utilisateurs des normes et règles européennes (Pasquier et Radaelli, 2007), ils ont la capacité d'être créatifs (Kröger, 2007) dans leur relation aux idées, aux normes, aux opportunités, aux contraintes, aux règles européennes. Ils sont également en mesure de profiter de « l'effet levier » (Erhel, Mandin, et Palier, 2005) de l'Union européenne et de mettre en place des stratégies de « jeu à deux niveaux » (Putnam, 1988), non pas seulement lors des grandes négociations intergouvernementales mais aussi dans le cadre des processus politiques plus quotidiens (Börzel, 2003; Büchs, 2008). La littérature sur la méthode ouverte de coordination a ainsi montré à quel point les acteurs nationaux sont des éléments cruciaux de la mise en œuvre des réformes soutenues par les institutions européennes, notamment dans le domaine social (Graziano, 2007; Heidenreich et Zeitlin, 2009; Zeitlin et Pochet, 2005).

Cependant, afin d'essayer de répondre à la question du « comment » et d'essayer d'appréhender la façon dont l'Union européenne peut influencer les réformes nationales,

l'angle adopté consiste, non pas à partir du niveau européen pour voir ensuite la « mise en conformité » (Falkner et al., 2005) au niveau national (la multiplication des instruments non contraignants étant une des caractéristiques des transformations des années récentes), mais plutôt à se concentrer sur le niveau national et à analyser si et dans quelle mesure les acteurs nationaux font usage des ressources et contraintes européennes (Jacquot et Woll, 2004, 2008; Woll et Jacquot, 2010). La notion d'« usages de l'Europe » a pour objet de comprendre les mécanismes d'influence de l'Europe en faisant des acteurs et de leurs intérêts la variable centrale de l'analyse. Il s'agit de faire le constat du rôle central des acteurs et de leur travail politique dans la médiation des processus d'eupéanisation. Cette notion a pour origine la volonté de s'éloigner des conceptions très institutionnalistes, parfois mécanicistes, des premiers travaux sur l'eupéanisation (Christiansen, Jørgensen, et Wiener, 2001; Green Cowles, Caporaso, et Risse, 2001; Ladrech, 1994), dans lesquels les acteurs ne sont envisagés que comme des courroies de transmission passive dans l'adaptation des sociétés nationales à la contrainte européenne. Par contraste, il s'agit de considérer que les transformations à l'œuvre résultent prioritairement des acteurs et de l'utilisation qu'ils font des contraintes et opportunités produites par le processus d'intégration européenne.

Dans cette optique, les articles qui composent ce numéro spécial font écho à celui dirigé dans *Politique européenne* par Sabine Saurugger en 2008 sur les « approches sociologiques de l'intégration européenne » (voir également Mérand et Saurugger, 2010), dans la mesure où ils accordent tous une place centrale aux acteurs et à leurs stratégies, aux interactions, aux pratiques et aux représentations sociales dans l'analyse des effets de l'Union européenne sur les politiques nationales et dans la compréhension des mécanismes d'influence à l'œuvre : « la sociologie politique de l'Union européenne [prend] comme point de départ non pas les actions et comportements des institutions européennes ou les Etats, mais les individus en interaction, les échanges, les mécanismes de coordination, la formation de groupes et d'élites, le jeu des normes et de pouvoir, les conflits » (Saurugger, 2008: 8).

Dans une littérature parfois trop peu « ancrée » empiriquement, ces articles, dans leur ensemble, permettent tout d'abord d'apporter un contenu empirique à la réflexion générale sur ces questions. Ils s'appuient en effet sur des résultats de recherche qui permettent d'explorer, d'une part, de nombreux champs de l'espace des politiques sociales (emploi, santé, retraites, égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail), et, d'autre part, la diversité des appropriations des ressources européennes dans différents Etats membres, plus ou moins récents, de l'Union européenne et dans différents types de systèmes de protection sociale. Par ailleurs, ils permettent d'insister, notamment par le biais de l'article de synthèse de Paolo R. Graziano, Sophie Jacquot et Bruno Palier, sur l'importance de la mise en place de dispositifs de recherche comparatifs, en particulier afin d'être en mesure de saisir les convergences et divergences dans la mise en œuvre des orientations européennes au niveau national.

Un des apports des articles de ce numéro spécial est, tout d'abord, de confirmer l'appropriation par les acteurs étudiés des ressources (contraintes et opportunités) européennes et la pénétration de ces dernières dans les contextes nationaux et sectoriels, dans les façons de faire et de penser. Ces mécanismes d'appropriation, d'investissement du processus d'intégration européenne permettent aux acteurs de légitimer leurs préférences, de définir et de mettre à l'agenda des problèmes publics, d'accroître leurs marges de manœuvre, de mettre en place des stratégies « d'évitement du blâme » (Weaver, 1986), bref, de mettre en œuvre des usages tant « positifs » que « négatifs » des ressources européennes (voir notamment le texte de Graziano, Jacquot et Palier dans ce numéro). Les textes réunis ici confirment également les différentes formes que peuvent prendre l'influence européenne sur les réformes nationales, qui peuvent être liées bien sûr à la transposition de textes contraignants, mais qui peuvent aussi être déconnectées de toute pression à l'adaptation et

passer par des canaux informels (cadrage cognitif de certains enjeux) ou indirects (rôle des fonds structurels et du contrôle de la discipline budgétaire notamment). L'exemple de la politique de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale en Hongrie développé par Anil Duman et Anna Horvath est à cet égard significatif du caractère multiforme de cette influence, tour à tour transposition directe et contraignante de textes, pression indirecte liée à l'usage de financements communautaires, référence discursive non contraignante dans la défense de nouvelles législations relatives à la politique de la famille au Parlement hongrois, inspiration indirecte dans la réforme du système de soutien aux familles mais aussi dans les objectifs mis en avant à cette occasion, notamment l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail et la notion de réconciliation entre travail rémunéré et vie privée.

Se pencher sur le « comment » de l'eupéanisation des politiques sociales et des interactions entre influence européenne et usages nationaux est également une façon d'envisager également la question du « *so what?* » formulée par Virginie Guiraudon dans le numéro de *Politique européenne* sur les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'asile. Une fois que l'on reconnaît qu'un secteur a été « eupéanisé », qu'il y a bien une influence du niveau européen, quels sont les effets de ces changements ? « Il faut alors se placer [du côté] de ceux qui doivent prendre [l'eupéanisation] en compte bon gré mal gré et l'apprendre pour s'y adapter ou lui résister » (Guiraudon, 2010: 23-24). Analyser les usages nationaux des ressources européennes permet de saisir ces « effets pervers, induits ou non avendus » de l'eupéanisation (Guiraudon, 2010: 7), de cerner la façon dont les acteurs, au sein d'un système normatif qui impose ses contraintes, sont en mesure de s'en emparer, de les réinterpréter ou de les transformer afin d'atteindre leurs propres objectifs, mais aussi de voir l'impact en retour de ces mécanismes sur ces différents acteurs.

Une lecture transversale des différents articles qui constituent ce numéro permet plus précisément de mettre en lumière trois types d'effets des interactions entre influence européenne et usages nationaux : l'intentionnalité, la capacité différenciée à faire usage de l'Europe et la « désirabilité » de ces usages.

Le premier aspect important que soulignent les articles est celui de la centralité de l'intentionnalité dans la relation à l'Europe de la plupart des acteurs. Les autorités régionales de santé autrichiennes, les député.e.s hongrois.e.s, les universitaires et expert.e.s italien.ne.s ne s'emparent pas des ressources fournies par l'Union européenne sans le savoir comme d'autres feraient de la prose, ils les intègrent au contraire dans des stratégies déterminées afin de poursuivre leurs intérêts et souvent pour contourner les obstacles auxquels ils doivent faire face. C'est ce que montre aussi en négatif l'exemple particulièrement intéressant développé par Thomas Kostera du non-usage de l'Europe et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sur la libre circulation des patients et le remboursement des soins de santé par les Chambres des médecins autrichiens dans le cadre des négociations avec les caisses d'assurance maladie sur les tarifs conventionnés. Alors même que leurs homologues luxembourgeois ont construit leur stratégie de négociation autour de la référence à l'Europe et en ont fait un argument décisif, ce non-usage par les médecins libéraux autrichiens ne s'explique pas par une méconnaissance des mécanismes communautaires ou des opportunités ouvertes par l'évolution de la jurisprudence de la CJUE, mais plutôt par une volonté réfléchie de ne pas bousculer le *statu quo* considéré comme nécessaire au bon fonctionnement et à la régulation du secteur. Les politiques et actions européennes ne sont ainsi que des ressources disponibles qui peuvent être mobilisées, ou non, par des acteurs au niveau national ou régional en fonction de leurs propres objectifs, et ces ressources n'ont d'influence que si certains acteurs s'en saisissent.

Cette importance de l'action intentionnée fait le lien avec le deuxième effet de l'eupéanisation des politiques sociales mis en avant par les articles de ce numéro, celui de la différenciation entre les acteurs en fonction de leur capacité à mettre ou pas en œuvre de telles stratégies s'appuyant sur des ressources européennes. D'une façon générale, si « l'Europe » est parfois (souvent, de plus en plus) perçue comme une contrainte, source d'intégration négative, limitant les marges de manœuvre ou la souveraineté des gouvernements nationaux, tout particulièrement dans le domaine social (Leibfried et Pierson, 1995a; Scharpf, 1999), elle a aussi créé de nouvelles ressources à la disposition des acteurs nationaux. Cependant, si la spécificité du système européen multi-niveaux a ouvert un jeu politique permettant à des acteurs de plus en plus nombreux et de plus en plus divers d'avoir accès à ces opportunités nouvelles, elle représente également une perte de pouvoir pour d'autres en fonction de leurs capacités d'action. Les usages ont des effets politiques en termes de conflit, de redistribution du pouvoir entre différents acteurs et groupes d'acteurs et leur analyse permet d'attirer l'attention sur ces effets, sur cette absence de neutralité des effets du processus d'eupéanisation. L'exemple des réformes en matière d'emploi et de retraites depuis le début des années 1990 en Italie, développé par Matteo Jessoula et Paolo R. Graziano, est à cet égard particulièrement intéressant. Leur article étudie en effet le cas du renforcement du positionnement et de l'influence de certains experts qui se retrouvent à la fin des années 1990 au centre du jeu lors de la réforme des politiques de lutte contre la pauvreté, en particulier en étant en mesure d'importer et de transposer au niveau national un certain nombre de recettes d'action publique circulant alors au sein des réseaux européens sur le sujet. Mais, leur analyse montre aussi que certains acteurs sont perdants, avec la marginalisation au cours de la période la plus récente des partenaires sociaux, les dernières réformes des politiques de retraites et d'emploi ayant été adoptées sous la pression des institutions européennes (CJCE et BCE) et en dépit de l'opposition et des critiques des organisations tant syndicales que patronales.

Troisièmement, les textes réunis dans ce numéro permettent de mettre en lumière les effets de périodisation et de sensibilité de l'influence de l'Union européenne et des usages nationaux au contexte politique. Les cas d'étude italiens et hongrois notamment soulignent bien la variabilité des usages de l'Europe, leur « désirabilité » en fonction du contexte politique, alors même que la période actuelle correspond à la fin d'un cycle, marque la fin du compromis originel de l'intégration européenne entre mise en place d'un grand marché et régulation sociale et scelle le déséquilibre entre les dimensions économiques et sociales du projet européen. C'est ce qui ressort en particulier des articles qui s'attardent sur les effets de ces changements, qu'il s'agisse du retour des politiques familiales hongroises vers des préoccupations d'ordre démographiques, impliquant par conséquent un retour des femmes à leurs « responsabilités domestiques », ou encore de la fin du processus de double légitimation (par la concertation et par les attitudes favorables de la population envers l'intégration européenne) des réformes d'inspiration communautaire en Italie.

3. La fin (des usages) de l'Europe ?

Ce numéro est enfin l'occasion de s'interroger sur les liens entre outils analytiques et objets de recherche. On le sait, on assiste dans le domaine des études européennes, depuis près de quatre décennies, à des cycles théoriques en forme d'alternance entre certaines écoles ou notions – intergouvernementalisme, (néo)fonctionnalisme, « nouvelle gouvernance européenne », eupéanisation (Kohler-Koch et Rittberger, 2006; Radaelli et Exadaktylos, 2010; Saurugger, 2009) – qui sont « fortement liés aux cycles historiques de la construction européenne » (Lequesne et Smith, 1997). Dans ce cadre, la notion d'usages de l'Europe et les approches sociologiques plus généralement, ont accompagné les développements de l'intégration européenne depuis le milieu des années 2000, notamment

dans le domaine social avec la Stratégie de Lisbonne et la méthode ouverte de coordination, mécanismes non contraignants, plurivoques et relativement flexibles, accordant justement des marges de manœuvre plus importantes aux acteurs impliqués dans ces différents processus de coordination. A la lumière de la conjugaison de l'approfondissement de la crise économique et des nombreuses innovations institutionnelles (Mécanisme européen de stabilité, Pacte pour l'euro, Pacte pour l'euro plus, Semestre européen, Six et Two Pack) qui entérinent un contrôle plus strict de l'Union européenne sur les finances publiques des Etats membres, la question se pose de la pertinence de ces approches et de leur capacité à saisir ces transformations, alors même que les marges de manœuvre des acteurs semblent en voie de rétrécissement. Faut-il donc en quelques sortes considérer ce numéro comme l'un des derniers sursauts d'une « mode » analytique en voie d'extinction ? L'ouverture de ce nouveau cycle historique appellerait (encore) celle d'un nouveau cycle théorique *ad hoc* ?

La lecture combinée des articles présentés ici, précisément parce qu'ils n'occultent pas les effets de la période la plus récente, vient souligner l'intérêt et l'utilité persistante, voire renouvelée, d'une approche qui insiste sur les rapports de pouvoir, sur la différenciation entre « gagnants » et « perdants » produite par ces processus, sur la mise en lumière des tensions et interactions entre contrainte européenne plus forte d'une part et diversité, voire divergence, des réponses nationales d'autre part.

Références bibliographiques :

Börzel Tanja A. (2003), « Shaping and Taking EU Policies: Member State Responses to Europeanization », *Queen's Papers on Europeanisation*, vol., n° 2, p.

Büchs Maria (2008), « The Open Method of Coordination as a 'Two-Level Game' », *Policy & Politics*, vol. 36, n° 1, p. 21-37.

Christiansen Thomas, Jørgensen Knud Erik, et Wiener Antje (2001), *The social construction of Europe*, London ; Thousand Oaks, Calif., SAGE.

Cram Laura (2009), « From integration by stealth to good governance? EU Social Policy in Historical Perspective », in Amy Verdun et Ingeborg Toemmel (dir.), *Innovative Governance in the European Union: The Politics of Multilevel Policymaking*, Boulder, CO, Lynne Rienner.

Erhel Christine, Mandin Lou, et Palier Bruno (2005), « The Leverage Effect. The Open Method of Co-ordination in France », in Jonathan Zeitlin et Philippe Pochet (dir.), *The Open Method of Coordination in Action: The European Employment Strategy and social inclusion strategies*, Brussels, PIE-Peter Lang.

Esping-Andersen Gøsta (1996), *Welfare states in transition: national adaptations in global economies*, London ; Thousand Oaks, Calif., Sage.

Falkner Gerda, et al. (dir.) (2005), *Complying with Europe: EU Harmonization and Soft Law in the Member States*, Cambridge, Cambridge University Press.

Ferrera Maurizio (2005), *The Boundaries of Welfare: European Integration and the New Spatial Politics of Social Protection*, Oxford, Oxford University Press.

Ferrera Maurizio et Rhodes Martin (2000), « Recasting European Welfare States: An Introduction », *West European Politics*, vol. 23, n° 2, p. 1-10.

Graziano Paolo (2007), « Adapting to the European Employment Strategy? Continuity and Change in Recent Italian Employment Policy », *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, vol. 23, n° 4, p. 543-565.

Graziano Paolo, Jacquot Sophie, et Palier Bruno (dir.) (2011a), « Letting Europe In. The Domestic Usages of Europe in Reconciliation Policies », *European Journal of Social Security*, vol. 13, n° 1, p.

Graziano Paolo R., Jacquot Sophie, et Palier Bruno (dir.) (2011b), *The EU and the domestic politics of welfare state reforms: Europa, Europae*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Green Cowles Maria, Caporaso James, et Risse Thomas (dir.) (2001), *Transforming Europe: Europeanization and Domestic Change*, Ithaca, Cornell University Press.

Guiraudon Virginie (2010), « Les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'asile », *Politique européenne*, vol., n° 31, p. 7-32.

Hantrais Linda (2007), *Social Policy in the European Union*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Hassenteufel Patrick et Palier Bruno (2000), « Introduction. Construction européenne et politiques sociales », *Politique européenne*, vol., n° 2, p. 5-6.

Heidenreich Martin et Zeitlin Jonathan (dir.) (2009), *Changing European Employment and Welfare Regimes: The Influence of the Open Method of Coordination on National Reforms*, London, Routledge.

Jacquot Sophie (2008), « National Welfare State Reforms and the Question of Europeanization: From Impact to Usages », *Working Papers on the Reconciliation of Work and Welfare in Europe*, vol., n° 01, p.

Jacquot Sophie et Woll Cornelia (2008), « Action publique et intégration européenne : les acteurs stratégiques face à l'Europe », *Politique européenne*, vol., n° 25, p.

Jacquot Sophie et Woll Cornelia (dir.) (2004), *Les usages de l'Europe : acteurs et transformations européennes*, Paris, L'Harmattan.

Kohler-Koch Beate et Rittberger Bertold (2006), « Review article: the Governance Turn in EU studies », *Journal of Common Market Studies*, vol. 44, n° Annual Review, p. 27-49.

Kröger Sandra (2007), « The End of Democracy as We Know it? The Legitimacy Deficits of Bureaucratic Social Policy Governance », *Journal of European Integration*, vol. 29, n° 5, p. 565-582.

Kvist Jon et Saari Juho (2007), *The Europeanisation of social protection*, Bristol, Policy Press.

Ladrech Robert J. (1994), « Europeanization of Domestic Politics and Institutions: The Case of France », *Journal of Common Market Studies*, vol. 32, n° 1, p. 69-88.

Leibfried Stephan et Pierson Paul (1995a), « Semisovereign Welfare States: Social Policy in a Multi-Tiered Europe », in Stephan Leibfried et Paul Pierson (dir.), *European Social Policy. Between Fragmentation and Integration*, Washington D.C., The Brookings Institution.

Leibfried Stephan et Pierson Paul (dir.) (1995b), *European Social Policy. Between Fragmentation and Integration*, Washington D.C., The Brookings Institution.

Lequesne Christian et Smith Andy (1997), « Union européenne et science politique : où en est le débat théorique ? », *Cultures & Conflits*, vol., n° 28, p. 7-31.

Lombardo Emanuela et Forest Maxime (dir.) (2012), *The Europeanization of Gender Equality Policies. A Discursive-Sociological Approach*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Majone Giandomenico (1996), *La Communauté. européenne : un État régulateur*, Paris, Montchrestien.

Mérand Frédéric et Saurugger Sabine (2010), « Does European Integration Theory Need Sociology? », *Comparative European Politics*, vol. 8, n° 1, p. 1-18.

Mishra Ramesh (1999), *Globalization and the Welfare State*, Cheltenham, Edward Elgar.

Palier Bruno (2000), « Does Europe matter? Européanisation et réforme des politiques sociales des pays de l'Union européenne », *Politique européenne*, vol., n° 2, p. 7-28.

Pasquier Romain et Radaelli Claudio M. (2007), « Conceptual issues », in Paolo Graziano et Martin Vink (dir.), *Europeanisation: New Research Agendas*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Pierson Paul (1998), « Irresistible forces, immovable objects: Post-industrial welfare states confront permanent austerity », *Journal of European Public Policy*, vol. 5, n° 4, p. 539-560.

Pierson Paul (2001), *The new politics of the welfare state*, Oxford England ; New York, Oxford University Press.

Putnam Robert D. (1988), « Diplomacy and domestic politics: the logic of two-level games », *International Organization*, vol. 42, n° 3, p. 427-460.

Radaelli Claudio M. et Exadaktylos Theofanis (2010), « New Directions in Europeanization Research », in William E. Paterson, Neil Nugent, et Michelle Egan (dir.), *Research Agendas in EU Studies: Stalking the elephant*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Saurugger Sabine (2008), « Une sociologie de l'intégration européenne ? », *Politique européenne*, vol., n° 25, p. 5-22.

Saurugger Sabine (2009), *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de Sciences Po.

Scharpf Fritz Wilhelm (1999), *Governing Europe: Effective and Democratic*, Oxford, Oxford University Press.

Scharpf Fritz Wilhelm et Schmidt Vivien Ann (2000), *Welfare and work in the open economy*, Oxford ; New York, Oxford University Press.

Swank Duane (2002), *Global capital, political institutions, and policy change in developed welfare states*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press.

Weaver Kent (1986), « The Politics of Blame Avoidance », *Journal of Public Policy*, vol. 6, n° 4, p. 371-398.

Woll Cornelia et Jacquot Sophie (2010), « Using Europe: Strategic Action and Multi-Level Politics », *Comparative European Politics*, vol. 8, n° 1, p. 110-126.

Zeitlin Jonathan et Pochet Philippe (dir.) (2005), *The Open Method of Coordination in Action: The European Employment Strategy and Social Inclusion Strategy*, Brussels, Peter Lang.